

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 4422 (2007 — 4331)

[C — 2007/31487]

11 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant des conditions d'exploitation pour certaines installations industrielles classées. — Addendum

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 4422 (2007 — 4331)

[C — 2007/31487]

11 OKTOBER 2007. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor bepaalde ingedeelde inrichtingen. — Addendum

Annexe I^eCatégories d'activités industrielles visées à l'article 1^{er}

Les installations ou parties d'installations utilisées pour la recherche, le développement et l'expérimentation de nouveaux produits et procédés ne sont pas visés par la présente annexe.

Les valeurs seuils citées ci-dessous se rapportent généralement à des capacités de production ou des rendements. Si un même exploitant met en oeuvre plusieurs activités relevant de la même rubrique dans une même installation ou sur un même site, les capacités de ces activités s'additionnent.

N°	Activité	Seuil de capacité
1.	Secteur énergétique	
a)	Raffineries de pétrole et de gaz	*1
b)	Installations de gazéification et de liquéfaction	*
c)	Centrales thermiques et autres installations de combustion	avec apport thermique supérieur à 50 mégawatts (MW)
d)	Cokeries	*
2.	Production et transformation des métaux	
a)	Installations de grillage ou de frittage de minerai métallique, y compris de minerai sulfuré.	*
b)	Installations destinées à la production de fonte ou d'acier (de première ou seconde fusion), notamment en coulée continue.	d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure
c)	Installations destinées à la transformation des métaux ferreux:	
	i) par laminage à chaud	d'une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure
	ii) par forgeage à l'aide de marteaux	dont l'énergie de frappe dépasse 50 kilojoules par marteau lorsque la puissance calorifique mise en oeuvre est supérieure à 20 MW
	iii) par application de couches protectrices de métal en fusion	avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure
d)	Fonderies de métaux ferreux	d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour
e)	Installations:	
	i) destinées à la production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques	*
	ii) destinées à la fusion, y compris l'alliage, de métaux non ferreux et notamment de produits de récupération (affinage, moulage en fonderie, etc.)	d'une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux

f)	Installations de traitement de surface des métaux et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique	Lorsque le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³
3.	Industrie minérale	
a)	Installations destinées à la production :	
	i) de clinker (ciment) dans des fours rotatifs	d'une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour
	ii) de chaux dans des fours rotatifs	d'une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour
	iii) de clinker (ciment) ou de chaux dans d'autres types de fours	d'une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour
b)	Installations destinées à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante	*
c)	Installations destinées à la fabrication du verre, y compris de fibres de verre	d'une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour
d)	Installations destinées à la fusion de matières minérales, y compris celles destinées à la production de fibres minérales	d'une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour
e)	Installations destinées à la fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques (simples ou réfractaires), de carrelages, de grès ou de porcelaines.	d'une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, ou d'une capacité de four de plus de 4 m ³ et d'une densité d'enfournement de plus de 300 kg/m ³ par four
4.	Industrie chimique La production au sens des catégories d'activités de la présente rubrique désigne la production en quantité industrielle par transformation chimique des matières ou groupes de matières visés aux points a) à f).	
a)	Installations chimiques destinées à la production industrielle de produits chimiques organiques de base tels que :	
	i) hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques)	
	ii) hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, acétates, éthers, peroxydes, résines époxydes	
	iii) hydrocarbures sulfurés	
	iv) hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitratés, nitriles, cyanates, isocyanates	*
	v) hydrocarbures phosphorés	
	vi) hydrocarbures halogénés	
	viii) composés organométalliques	
	viii) matières plastiques de base (polymères, fibres synthétiques et fibres à base de cellulose)	
	ix) caoutchoucs synthétiques	
	x) colorants et pigments	
	xi) tensioactifs et agents de surface	

b)	Installations chimiques destinées à la production industrielle de produits chimiques inorganiques de base tels que : i) gaz, tels que ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, dichlorure de carbonyle ii) acides, tels que acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés iii) bases, telles que hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium iv) sels, tels que chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent v) non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium	*
c)	Installations chimiques destinées à la production industrielle d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés)	*
d)	Installations chimiques destinées à la fabrication industrielle de produits phytosanitaires et de biocides	*
e)	Installations utilisant un procédé chimique ou biologique pour la fabrication industrielle de produits pharmaceutiques de base	*
f)	Installations destinées à la fabrication industrielle d'explosifs et de produits pyrotechniques	*
5.	Gestion des déchets et des eaux usées	
a)	Installations pour la valorisation ou l'élimination des déchets dangereux visés dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2002 établissant la liste des déchets et des déchets dangereux	Ravec une capacité de plus de 10 tonnes par jour
b)	Installations destinées à l'incinération des déchets, telles que définies par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 relatif à l'incinération des déchets ¹	d'une capacité supérieure à 3 tonnes par heure
c)	Installations destinées à l'élimination des déchets non dangereux	d'une capacité de plus de 50 tonnes par jour
d)	décharges, à l'exception des décharges de déchets inertes	recevant plus de 10 tonnes par jour ou d'une capacité totale de plus de 25 000 tonnes
e)	Installations destinées à l'élimination ou à la valorisation de carcasses et de déchets d'animaux	d'une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour
6.	Fabrication et transformation du papier et du bois	
a)	Installations industrielles destinées à la fabrication de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses	*
b)	Installations industrielles destinées à la fabrication de papier et de carton	d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour

¹JO L 332 du 28.12.2000, p. 91.

7.	Élevage intensif et aquaculture	
a)	Installations destinées à l'élevage intensif de volailles ou de porcs	i) disposant de plus de 40 000 emplacements pour la volaille ii) disposant de plus de 2 000 emplacements pour porcs de production (de plus de 30 kg) iii) disposant de plus de 750 emplacements pour truies
8.	Produits d'origine animale ou végétale issus de l'industrie alimentaire et des boissons	
a)	Abattoirs	d'une capacité de production de plus de 50 tonnes de carcasses par jour
b)	Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires et boissons à partir de:	
	i) matières premières animales (autres que le lait)	d'une capacité de production de produits finis supérieure à 75 tonnes par jour
	ii) matières premières végétales	d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base trimestrielle)
c)	Traitement et transformation du lait	d'une capacité de traitement supérieure à 200 tonnes de lait par jour (valeur moyenne sur une base annuelle)
9.	Autres activités	
a)	Usines destinées au prétraitement (opérations de lavage, de blanchiment, de mercerisation) ou à la teinture de fibres ou de textiles	d'une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour
b)	Tanneries	d'une capacité de traitement supérieure à 12 tonnes de produits finis par jour
c)	Installations destinées au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de revêtement, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation	d'une capacité de consommation de solvant de plus de 150 kg par heures ou de plus de 200 tonnes par an
d)	Installations destinées à la fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation	*

¹ L'astérisque (*) indique qu'aucun seuil de capacité n'est applicable (tous les établissements sont soumis à notification).

² Le seuil de capacité est réévalué d'ici 2010 au plus tard, à la lumière des résultats du premier cycle de rapports.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 octobre 2007 fixant des conditions d'exploitation pour certaines installations industrielles classées.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

La Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,
Mme E. HUYTEBROECK

Annexe II

Liste indicative des principales substances polluantes à prendre en compte obligatoirement si elles sont pertinentes pour la fixation des valeurs limites d'émission

AIR

1. Oxydes de soufre et autres composés du soufre
2. Oxydes d'azote et autres composés de l'azote
3. Monoxyde de carbone
4. Composés organiques volatiles
5. Métaux et leurs composés
6. Poussières
7. Amiante (particules en suspension, fibres)
8. Chlore et ses composés
9. Fluor et ses composés
10. Arsenic et ses composés
11. Cyanures
12. Substances et préparations dont il est prouvé qu'elles possèdent des propriétés cancérigènes, mutagènes ou susceptibles d'affecter la reproduction via l'air
13. Polychlorodibenzodioxine et polychlorodibenzofurannes

EAUX

1. Composés organohalogénés et substances susceptibles de former de tels composés en milieu aquatique
2. Composés organophosphorés
3. Composés organostanniques
4. Substances et préparations dont il est prouvé qu'elles présentent des propriétés cancérigènes, mutagènes ou susceptibles d'affecter la reproduction dans le milieu aquatique ou par l'intermédiaire de celui-ci
5. Hydrocarbures persistants et substances organiques toxiques persistantes et bioaccumulables
6. Cyanures
7. Métaux et leurs composés
8. Arsenic et ses composés
9. Biocides et produits phytosanitaires
10. Matières en suspension
11. Substances contribuant à l'eutrophisation (en particulier nitrates et phosphates)
12. Substances exerçant une influence défavorable sur le bilan d'oxygène (et mesurables par des paramètres, tels que DBO, DCO)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 octobre 2007 fixant des conditions d'exploitation pour certaines installations industrielles classées.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

La Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,
Mme E. HUYTEBROECK

Annexe III

Considérations à prendre en compte en général ou dans un cas particulier lors de la détermination des meilleures techniques disponibles, définies à l'article 2, 9°, compte tenu des coûts et des avantages pouvant résulter d'une action et des principes de précaution et de prévention

1. Utilisation de techniques produisant peu de déchets
2. Utilisation de substances moins dangereuses
3. Développement des techniques de récupération et de recyclage des substances émises et utilisées dans le procédé et des déchets, le cas échéant
4. Procédés, équipements ou modes d'exploitation comparables qui ont été expérimentés avec succès à une échelle industrielle
5. Progrès techniques et évolution des connaissances scientifiques
6. Nature, effets et volume des émissions concernées
7. Dates de mise en service des installations nouvelles ou existantes
8. Durée nécessaire à la mise en place d'une meilleure technique disponible
9. Consommation et nature des matières premières (y compris l'eau) utilisées dans le procédé et l'efficacité énergétique
10. Nécessité de prévenir ou de réduire à un minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement
11. Nécessité de prévenir les accidents et d'en réduire les conséquences sur l'environnement

12. Informations publiées par la Commission en vertu de l'article 16 paragraphe 2 de la directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution ou par des organisations internationales.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 octobre 2007 fixant des conditions d'exploitation pour certaines installations industrielles classées.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

La Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,
Mme E. HUYTEBROECK

Annexe IV

Présentation des données pour la notification des rejets et transferts

Année de référence		
Identification de l'établissement		
Nom de la société mère		
Nom de l'établissement (exploitant)		
Numéro d'identification de l'établissement		
Adresse de correspondance		
Ville/village		
Code postal		
Pays		
Coordonnées du lieu		
District hydrographique ¹		
Code NACE (4 chiffres)		
Principale activité économique		
Volume de production (facultatif)		
Nombre d'installations (facultatif)		
Nombre d'heures d'exploitation au cours de l'année (facultatif)		
Nombre d'employés (facultatif)		
Zone texte pour informations textuelles ou adresse du site web fournies par l'établissement ou la société mère (facultatif)		
Toutes activités de l'établissement énumérées à l'annexe I (selon système de codification de l'annexe I et le code IPPC le cas échéant)		
Activité 1 (principale activité de l'annexe I)		
Activité 2		
Activité N		
Données relatives aux rejets dans l'air de l'établissement, pour chaque polluant dépassant la valeur seuil (selon l'annexe II)		Rejets dans l'air
Polluant 1	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée	T: total
Polluant 2	C: calculé; méthode de calcul utilisée	en kg/an
Polluant N	E: estimé	A: accidentel
		en kg/an
Données relatives aux rejets dans l'eau de l'établissement, pour chaque polluant dépassant la valeur seuil (selon l'annexe II)		Rejets dans l'eau
Polluant 1	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée	T: total
Polluant 2	C: calculé; méthode de calcul utilisée	en kg/an
Polluant N	E: estimé	A: accidentel
		en kg/an
Données relatives aux rejets dans le sol de l'établissement, pour chaque polluant dépassant la valeur seuil (selon l'annexe II)		Rejets dans le sol
Polluant 1	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée	T: total
Polluant 2	C: calculé; méthode de calcul utilisée	en kg/an
Polluant N	E: estimé	A: accidentel
		en kg/an
Transferts hors du site de chaque polluant contenu dans les eaux usées destinées à être traitées, en quantités supérieures à la valeur seuil (selon l'annexe II)		
Polluant 1	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée	en kg/an
Polluant 2	C: calculé; méthode de calcul utilisée	
Polluant N	E: estimé	
Transferts hors du site de déchets dangereux dépassant la valeur seuil (selon l'article 5)		
À l'intérieur du pays : pour valorisation (V)		en tonnes/an
M: mesuré; méthode d'analyse utilisée		
C: calculé; méthode de calcul utilisée		
E: estimé		

À l'intérieur du pays : pour élimination (E)	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée C: calculé; méthode de calcul utilisée E: estimé	en tonnes/an
Vers d'autres pays: pour valorisation (V) Nom de l'entreprise assurant la valorisation : Adresse de l'entreprise assurant la valorisation Adresse du site de valorisation qui réceptionne effectivement les déchets	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée C: calculé; méthode de calcul utilisée E: estimé	en tonnes/an
Vers d'autres pays: pour élimination (E) Nom de l'entreprise assurant l'élimination: Adresse de l'entreprise assurant l'élimination Adresse du site d'élimination qui réceptionne effectivement les déchets	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée C: calculé; méthode de calcul utilisée E: estimé	en tonnes/an
Transferts hors du site de déchets non dangereux dépassant la valeur seuil (selon l'article 5)		
pour valorisation (V)	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée C: calculé; méthode de calcul utilisée E: estimé	en tonnes/an
pour élimination (E)	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée C: calculé; méthode de calcul utilisée E: estimé	en tonnes/an
Autorité compétente pour les demandes émanant du public : Nom Adresse de correspondance Ville/village N° de téléphone N° de fax Adresse courriel		

- 1 Conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (JO L 327 du 22.12.2000, p. 1). Directive modifiée par la décision n° 2455/2001/CE (JO L 331 du 15.12.2001, p. 1).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 octobre 2007 fixant des conditions d'exploitation pour certaines installations industrielles classées.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

La Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,
Mme E. HUYTEBROECK

Bijlage I
Activiteiten

Nr.	Activiteit	Capaciteitsdrempel
01/ 09/ 07	Energiesector	
a)	Aardolie- en gasraffinaderijen	* [1]
b)	Installaties voor vergassing en vloeibaar maken van steenkool	*
c)	Thermische krachtcentrales en andere stookinstallaties	Met een warmte-input van 50 megawatt (MW)
d)	Cokesfabrieken	*
e)	Steenkoolwalsen	Met een capaciteit van 1 ton per uur
f)	Installaties voor de fabricage van steenkoolproducten en vaste rookvrije brandstof	*
2.	Productie en verwerking van metalen	
a)	Installaties voor het roosten of sinteren van erts, met inbegrip van zwavelhoudend erts	*
b)	Installaties voor de productie van ruwijzer of staal (primaire of secundaire smelting) met inbegrip van installaties voor continugieten	Met een capaciteit van 2,5 ton per uur
c)	Installaties voor de verwerking van ferrometalen:	
	i) warmwalsen	Met een capaciteit van 20 ton ruwstaal per uur
	ii) smederijen met hamers	Met een energie van 50 kilojoule per hamer, als het calorisch vermogen 20 MW overtreft
	iii) installaties voor het aanbrengen van deklagen van gesmolten metaal	Met een verwerkingscapaciteit van 2 ton ruwstaal per uur
d)	Ferrometaalgieterijen	Met een productiecapaciteit van 20 ton per dag
e)	Installaties:	
	i) voor de winning van ruwe non-ferrometalen uit erts, concentraat of secundaire grondstoffen met metallurgische, chemische of elektrolytische procédés	*
	ii) voor het smelten van non-ferrometalen, met inbegrip van het vervaardigen van legeringen, inclusief terugwinningproducten (affineren, vormgieten, enz.)	Met een smeltcapaciteit van 4 ton per dag voor lood en cadmium of 20 ton per dag voor alle andere metalen
f)	Installaties voor oppervlaktebehandeling van metalen en kunststoffen door middel van een elektrolytisch of chemisch procédé	Als de inhoud van de gebruikte behandelingsbaden 30 m ³ bedraagt
3.	Minerale industrie	
a)	Ondergrondse mijnbouw en aanverwante activiteiten	*
b)	Dagbouw en steenwinning	Bij een effectief productieareaal van 25

		hectare
c)	Installaties voor de productie van:	
	i) cementklinkers in draaiovens	Met een productiecapaciteit van 500 ton per dag
	ii) ongebluste kalk in draaiovens	Met een productiecapaciteit van 50 ton per dag
	iii) cementklinkers of ongebluste kalk in andere ovens	Met een productiecapaciteit van 50 ton per dag
d)	Installaties voor de winning van asbest en de fabricage van asbestproducten	*
e)	Installaties voor de fabricage van glas, met inbegrip van installaties voor de fabricage van glasvezels	Met een smeltcapaciteit van 20 ton per dag
f)	Installaties voor het smelten van minerale stoffen, met inbegrip van installaties voor de fabricage van mineraalvezels	Met een smeltcapaciteit van 20 ton per dag
g)	Installaties voor de fabricage van keramische producten door middel van bakken, met name dakpannen, bakstenen, vuurvaste stenen, tegels, aardewerk of porselein	Met een productiecapaciteit van 75 ton per dag of met een ovencapaciteit van 4 m ³ en met een plaatsingsdichtheid per oven van 300 kg/m ³
4.	Chemische industrie	
a)	Chemische installaties voor de fabricage op industriële schaal van organische chemische basisproducten, zoals:	
	i) eenvoudige koolwaterstoffen (lineaire of cyclische, verzadigde of onverzadigde, alifatische of aromatische)	
	ii) zuurstofhoudende koolwaterstoffen, zoals alcoholen, aldehyden, ketonen, carbonzuren, esters, acetaten, ethers, peroxiden, epoxyharsen	
	iii) zwavelhoudende koolwaterstoffen	
	iv) stikstofhoudende koolwaterstoffen, zoals aminen, amiden, nitroso-, nitro- en nitraatverbindingen, nitrilen, cyanaten, isocyanaten	*
	v) fosforhoudende koolwaterstoffen	
	vi) gehalogeneerde koolwaterstoffen	
	vii) organometaalverbindingen	
	viii) kunststof-basisproducten (polymeren, kunstvezels, cellulosevezels)	
	ix) synthetische rubber	
	x) kleurstoffen en pigmenten	
	xi) tensioactieve stoffen en tensiden	
b)	Chemische installaties voor de fabricage op industriële schaal van anorganische chemische basisproducten, zoals:	*
	i) gassen, zoals ammoniak, chloor of chloorwaterstof, fluor of fluorwaterstof, kooloxiden, zwavelverbindingen, stikstofoxiden, waterstof, zwaveldioxide, carbonylchloride	

	<p>ii) zuren, zoals chroomzuur, fluorwaterstofzuur, fosforzuur, salpeterzuur, zoutzuur, zwavelzuur, oleum, zwavelig zuur</p> <p>iii) basen, zoals ammoniumhydroxide, kaliumhydroxide, natriumhydroxide</p> <p>iv) zouten, zoals ammoniumchloride, kaliumchloraat, kaliumcarbonaat, natriumcarbonaat, perboraat, zilvernitraat</p> <p>v) niet-metalen, metaaloxiden of andere anorganische verbindingen, zoals calciumcarbide, silicium, siliciumcarbide</p>	
c)	Chemische installaties voor de fabricage op industriële schaal van fosfaat-, stikstof- of kaliumhoudende meststoffen (enkelvoudige of samengestelde meststoffen)	*
d)	Chemische installaties voor de fabricage op industriële schaal van basisproducten voor gewasbescherming en van biociden	*
e)	Installaties voor de fabricage op industriële schaal van farmaceutische basisproducten met behulp van een chemisch of biologisch procédé	*
f)	Installaties voor de fabricage op industriële schaal van explosieven en pyrotechnische producten	*
5.	Afval- en afvalwaterbeheer	
a)	Installaties voor de nuttige toepassing of verwijdering van gevaarlijk afval	Die 10 ton per dag ontvangen
b)	Installaties voor de verbranding van niet-gevaarlijk afval in de zin van Richtlijn 2000/76/EG van het Europees Parlement en de Raad van 4 december 2000 betreffende de verbranding van afval ^[2]	Met een capaciteit van 3 ton per uur
c)	Installaties voor de verwijdering van niet-gevaarlijk afval	Met een capaciteit van 50 ton per dag
d)	Stortplaatsen (met uitzondering van stortplaatsen voor inert afval en stortplaatsen die vóór 16 juli 2001 definitief zijn gesloten of waarvoor de nazorgfase zoals voorgeschreven door de bevoegde autoriteiten overeenkomstig artikel 13 van Richtlijn 1999/31/EG van de Raad van 26 april 1999 betreffende het storten van afvalstoffen ^[3] is afgesloten	Die 10 ton per dag ontvangen of met een totale capaciteit van 25000 ton
e)	Installaties voor de verwijdering of terugwinning van kadavers en dierlijk afval	Met een verwerkingscapaciteit van 10 ton per dag
f)	Installaties voor de behandeling van stedelijk afvalwater	Met een capaciteit van 100000 inwonerequivalenten
g)	Onafhankelijk geëxploiteerde installaties voor de behandeling van industrieel afvalwater, ten dienste van een of meer activiteiten in deze bijlage	Met een capaciteit van 10000 m ³ per dag ^[4]
6.	Productie en verwerking van papier en hout	
a)	Industriële installaties voor de fabricage van pulp uit hout of uit gelijkaardige vezelstoffen	*

b)	Industriële installaties voor de fabricage van papier en karton en andere primaire houtproducten (zoals spaanplaat, vezelplaat en multiplex)	Met een productiecapaciteit van 20 ton per dag
c)	Industriële installaties voor de conservering van hout en houtproducten met chemicaliën	Met een productiecapaciteit van 50 m3 per dag
7.	Intensieve veeteelt en aquacultuur	
a)	Installaties voor intensieve pluimvee- of varkenshouderij	i) Met 40000 plaatsen voor pluimvee ii) Met 2000 plaatsen voor mestvarkens (van meer dan 30 kg) iii) Met 750 plaatsen voor zeugen
b)	Intensieve aquacultuur	Met een productiecapaciteit van 1000 ton vis of schelpdieren per jaar
8.	Dierlijke en plantaardige producten van de levensmiddelen- en drankensector	
a)	Abattoirs	Met een productiecapaciteit van 50 ton karkassen per dag
b)	Bewerking en verwerking voor de fabricage van levensmiddelen en dranken op basis van: i) dierlijke grondstoffen (andere dan melk) ii) plantaardige grondstoffen	Met een productiecapaciteit van 75 ton aan eindproducten per dag Met een productiecapaciteit van 300 ton eindproducten per dag (gemiddelde waarde op kwartaalbasis)
c)	Installaties voor de bewerking en verwerking van melk	Met een ontvangstcapaciteit van 200 ton melk per dag (gemiddelde op jaarbasis)
9.	Overige activiteiten	
a)	Installaties voor de voorbehandeling (handelingen zoals wassen, bleken, merceriseren) of het verven van vezels of textiel	Met een verwerkingscapaciteit van 10 ton per dag
b)	Installaties voor het looien van huiden	Met een verwerkingscapaciteit van 12 ton eindproducten per dag
c)	Installaties voor de oppervlaktebehandeling van stoffen, voorwerpen of producten waarbij organische oplossingsmiddelen worden gebruikt, in het bijzonder voor het appreteren, bedrukken, coaten, ontvetten, vocht dicht maken, lijmen, verven, reinigen of impregneren	Met een verbruikscapaciteit van 150 kg per uur of 200 ton per jaar
d)	Installaties voor de fabricage van koolstof (harde gebrande steenkool) of elektrografiet door verbranding of grafitisering	*
e)	Installaties voor het bouwen van, en het verven of de verwijdering van verf van schepen	Met een capaciteit voor schepen van 100 m lang

[1] Een asterisk (*) betekent dat er geen capaciteitsdrempel van toepassing is (alle inrichtingen vallen onder de rapportageplicht).

[2] PB L 332 van 28.12.2000, blz. 91.

[3] PB L 182 van 16.7.1999, blz. 1. Richtlijn gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1882/2003.

[4] De capaciteitsdrempel wordt uiterlijk in 2010 herzien aan de hand van de resultaten van de eerste rapportageronde.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 11 oktober 2007 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor bepaalde geklasseerde industriële installaties.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Bijlage II

Indicatieve lijst van de belangrijkste verontreinigende stoffen die in aanmerking moeten worden genomen indien zij relevant zijn voor de vaststelling van de emissiegrenswaarden

LUCHT

1. Zwaveloxiden en andere zwavelverbindingen.
2. Stikstofoxiden en andere stikstofverbindingen.
3. Koolmonoxide.
4. Vluchtige organische stoffen.
5. Metalen en verbindingen daarvan.
6. Stof.
7. Asbest (zwevende deeltjes en vezels).
8. Chloor en chloorverbindingen.
9. Fluor en fluorverbindingen.
10. Arseen en arseenverbindingen.
11. Cyaniden.
12. Stoffen en preparaten waarvan is aangetoond dat zij via de lucht een kankerverwekkende, mutagene of voor de voortplanting gevaarlijke werking hebben.
13. Polychloordibenzodioxine en polychloordibenzofuranen.

WATER

1. Organische halogeenvbindingen en stoffen waaruit in water dergelijke verbindingen kunnen ontstaan.
2. Organische fosforverbindingen.
3. Organische tinverbindingen.
4. Stoffen en bereidingen waarvan is aangetoond dat zij in of via het water een kankerverwekkende, mutagene of voor de voortplanting gevaarlijke werking hebben.
5. Persistente koolwaterstoffen en persistente en bio-accumuleerbare toxische organische stoffen.
6. Cyaniden.
7. Metalen en verbindingen daarvan.
8. Arseen en arseenverbindingen.
9. Biociden en fyto-sanitaire produkten.
10. Stoffen in suspensie.
11. Stoffen die bijdragen tot eutrofiëring (met name nitraten en fosfaten).
12. Stoffen die een negatieve invloed hebben op de zuurstofbalans (en meetbaar zijn aan de hand van parameters als BZV, CZV).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 11 oktober 2007 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor bepaalde geklasseerde industriële installaties.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,
Mevr. E. HUYTEBROECK

Bijlage III

Overwegingen waarmee in het algemeen of in bijzondere gevallen rekening moet worden gehouden bij de bepaling van de beste beschikbare technieken, omschreven in artikel 2, punt 11, rekening houdend met de eventuele kosten en baten van een actie en met het voorzorgen preventiebeginsel

1. de toepassing van technieken die weinig afval veroorzaken;
2. de toepassing van minder gevaarlijke stoffen;
3. de ontwikkeling, waar mogelijk, van technieken voor de terugwinning en recycling van de in het proces uitgestoten en gebruikte stoffen en van afval;
4. vergelijkbare processen, apparaten of exploitatiemethoden die met succes op industriële schaal zijn beproefd;
5. de vooruitgang van de techniek en de ontwikkeling van de wetenschappelijke kennis;
6. de aard, de effecten en de omvang van de betrokken emissies;
7. de data van ingebruikneming van de nieuwe of bestaande installaties;
8. de tijd die nodig is voor het omschakelen op een betere beschikbare techniek;
9. het verbruik en de aard van de grondstoffen (met inbegrip van water) en de energieefficiëntie;
10. de noodzaak het algemene effect van de emissies en de risico's op het milieu te voorkomen of tot een minimum te beperken;
11. de noodzaak ongevallen te voorkomen en de gevolgen daarvan voor het milieu te beperken;
12. de door de Commissie krachtens artikel 16, lid 2 van de Richtlijn 96/61/EEG van 24 september 1996 inzake de geïntegreerde preventie en bestrijding van de verontreiniging, of door internationale organisaties bekendgemaakte informatie.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 11 oktober 2007 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor bepaalde geklasseerde industriële installaties.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,
Mevr. E. HUYTEBROECK

Bijlage IV

Schema voor de rapportage van de gegevens over uitstoot en overbrenging Referentiejaar		
Identificatie van de inrichting		
Naam van het moederbedrijf Naam van de inrichting Identificatienummer van de inrichting Adres Stad/gemeente Postcode Land Coördinaten van de vestigingsplaats Stroomgebiedsdistrict ¹ NACE-code (4 cijfers) Belangrijkste economische activiteit Productievolume (facultatief) Aantal installaties (facultatief) Bedrijfstijd in uren per jaar (facultatief) Aantal werknemers (facultatief) Tekstveld voor een informatieve tekst of een websiteadres verstrekt door de inrichting of het moederbedrijf (facultatief)		
Alle activiteiten van bijlage I die in de inrichting plaatsvinden (volgens het coderingssysteem van bijlage I en met vermelding van de IPPC-codes, voorzover beschikbaar)		
Activiteit 1 (belangrijkste activiteit bijlage I) Activiteit 2 Activiteit N		
Gegevens over de uitstoot in de lucht van elke verontreinigende stof waarvoor de drempelwaarde (overeenkomstig bijlage II) voor de inrichting is overschreden		Uitstoot in de lucht
Stof 1 Stof 2 Stof N	M: gemeten; gebruikte analysemethode C: berekend; gebruikte berekeningsmethode E: geraamd	T: totaal in kg/jaar A: accidenteel in kg/jaar
Gegevens over de uitstoot in het water van elke verontreinigende stof waarvoor de drempelwaarde (overeenkomstig bijlage II) voor de inrichting is overschreden		Uitstoot in het water
Stof 1 Stof 2 Stof N	M: gemeten; gebruikte analysemethode C: berekend; gebruikte berekeningsmethode E: geraamd	T: totaal in kg/jaar A: accidenteel in kg/jaar
Gegevens over de uitstoot in de bodem van elke verontreinigende stof waarvoor de drempelwaarde (overeenkomstig bijlage II) voor de inrichting is overschreden		Uitstoot in de bodem
Stof 1 Stof 2 Stof N	M: gemeten; gebruikte analysemethode C: berekend; gebruikte berekeningsmethode E: geraamd	T: totaal in kg/jaar A: accidenteel in kg/jaar
Overbrengingen van het terrein naar elders van elke verontreinigende stof in voor zuivering bestemd afvalwater waarvan de hoeveelheid de drempelwaarde (overeenkomstig bijlage II) overschrijdt		
Stof 1 Stof 2 Stof N	M: gemeten; gebruikte analysemethode C: berekend; gebruikte berekeningsmethode E: geraamd	in kg/jaar
Overbrengingen van het terrein van de inrichting naar elders van gevaarlijk afval waarvan de hoeveelheid de drempelwaarde (overeenkomstig artikel 5) overschrijdt		
In het land zelf: Voor nuttige toepassing (R)	M: gemeten; gebruikte analysemethode C: berekend; gebruikte berekeningsmethode E: geraamd	(ton/jaar)

In het land zelf: Voor verwijdering (D)	M: gemeten; gebruikte analysemethode C: berekend; gebruikte berekenningsmethode E: geraamd	(ton/jaar)
Naar andere landen: Voor nuttige toepassing (R) Naam van degene die de nuttige toepassing uitvoert Adres van degene die de nuttige toepassing uitvoert Adres van het feitelijke terrein van de nuttige toepassing waarnaar de stoffen worden overgebracht	M: gemeten; gebruikte analysemethode C: berekend; gebruikte berekenningsmethode E: geraamd	(ton/jaar)
Naar andere landen: Voor verwijdering (D) Naam van de verwijderaar Adres van de verwijderaar Adres van het feitelijke verwijderingsterrein waarnaar de stoffen worden overgebracht	M: gemeten; gebruikte analysemethode C: berekend; gebruikte berekenningsmethode E: geraamd	(ton/jaar)
Overbrengingen van het terrein van de inrichting naar elders van niet gevaarlijk afval waarvan de hoeveelheid de drempelwaarde (overeenkomstig artikel 5) overschrijdt		
Voor nuttige toepassing (R)	M: gemeten; gebruikte analysemethode C: berekend; gebruikte berekenningsmethode E: geraamd	(ton/jaar)
Voor verwijdering (D)	M: gemeten; gebruikte analysemethode C: berekend; gebruikte berekenningsmethode E: geraamd	(ton/jaar)
Bevoegde autoriteit voor verzoeken om informatie van het publiek: Naam Adres Stad/gemeente Telefoon Fax E-mail		

¹ Overeenkomstig artikel 3, lid 1, van Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid (PB L 327 van 22.12.2000, blz. 1). Richtlijn gewijzigd bij Beschikking nr. 2455/2001/EG (PB L 331 van 15.12.2001, blz. 1).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 11 oktober 2007 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor bepaalde geklasseerde industriële installaties.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,
Mevr. E. HUYTEBROECK

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 4423 [C — 2007/31490]

25 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Collège réuni fixant la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé

Le Collège réuni,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé, notamment l'article 17;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. L'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé entre en vigueur le 1^{er} novembre 2007.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 25 octobre 2007.

Art. 3. Les Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de Santé, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 octobre 2007.

Pour le Collège réuni :
Les Membres du Collège réuni,
compétents pour la politique de Santé,
B. CEREXHE

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 4423 [C — 2007/31490]

25 OKTOBER 2007. — Besluit van het Verenigd College tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid

Het Verenigd College,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, inzonderheid op artikel 17;

Op de voordracht van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,

Besluit :

Artikel 1. De ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid treedt in werking op 1 november 2007.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 25 oktober 2007.

Art. 3. De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 oktober 2007.

Voor het Verenigd College :
De Leden van het Verenigd College,
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,
G. VANHENGEL